



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 20 juin 2013

LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE QUE LA BANQUE DE TOKYO-MITSUBISHI UFJ DOIT PAYER 250 MILLIONS DE DOLLARS A L'ETAT POUR VIOLATION DE LA LOI SUR LES SERVICES BANCAIRES DE L'ETAT DE NEW YORK CONCERNANT DES TRANSACTIONS AVEC L'IRAN ET D'AUTRES REGIMES

Les faits concernent des pays et entités faisant l'objet de sanctions internationales, dont environ 28 000 transactions totalisant environ 100 milliards de dollars

Le Gouverneur de l'État de New York M. Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui que la Banque de Tokyo Mitsubishi-UFJ, Ltd (BTMU) a accepté de payer 250 millions de dollars au Département des Services Financiers de l'Etat de New York (DFS) pour violation de la Loi sur les services bancaires de l'Etat de New York en liaison avec des transactions impliquant des pays et entités faisant l'objet de sanctions internationales, notamment les régimes d'Iran, du Soudan et du Myanmar.

Entre 2002 et 2007, BTMU a déplacé des milliards de dollars via l'Etat de New York pour des entités gouvernementales et privées en Iran, au Soudan et au Myanmar, et des entités de la liste des ressortissants spécifiquement désignés émise par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers (Office of Foreign Assets Control) (OFAC) du Département américain du Trésor. BTMU a accepté que les faits en question portaient sur environ 28 000 transactions américaines de compensation monétaire via l'Etat de New York totalisant environ 100 milliards de dollars.

Pendant la période de ces violations, BTMU s'est engagée systématiquement dans une pratique selon laquelle ses employés supprimaient les informations des messages de transfert électronique qui pouvaient avoir été utilisés pour identifier l'implication de pays ou personnes faisant l'objet de sanctions internationales. En fait, BTMU a établi des instructions opérationnelles par écrit sur cette pratique, donnant des instructions au personnel qu'« afin d'éviter le gel des fonds », il fallait omettre les informations qui pouvaient avoir identifié le fait que les transactions impliquaient un pays ennemi.

« L'Etat effectue une surveillance stricte des institutions financières dans l'Etat de New York pour protéger notre économie et les communautés suite à la crise financière récente », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « Nous avons identifié près de 28 000 transactions illégales totalisant 100 milliards de dollars par BTMU avec des pays faisant l'objet de sanctions internationales en violation claire de la loi de l'Etat de New York. L'accord d'aujourd'hui enverra le message clair que nous travaillons

French

énergiquement à restaurer et faire assumer la responsabilité sur Wall Street, et ceux qui essaient de contourner la loi seront arrêtés. »

Benjamin M. Lawsby, Superintendant des Services Financiers, a déclaré : « Nous devons continuer à rester intransigeants dans l'éradication des fautes graves dans les banques qui menacent notre sécurité nationale. Toutes les fois et partout où nous découvrirons des écarts de conduite graves, nous agirons vigoureusement pour protéger notre pays contre le blanchiment d'argent, le terrorisme, et d'autres actes dangereux. »

Dans le cadre de l'accord d'aujourd'hui, BTMU effectuera un paiement de 250 millions de dollars à l'Etat de New York. De plus, BTMU installera un consultant indépendant pour une période d'un an qui rapportera directement au DFS et évaluera les contrôles du risque lié à la conformité aux sanctions dans la branche de l'Etat de New York et la mise en oeuvre des mesures correctives adaptées.

Le consultant devra se conformer au nouveau code de conduite que DFS a défini dans un [accord de réforme](#) qui a été annoncé au début de la semaine. Ce code de conduite vise à contribuer à assurer l'indépendance et l'autonomie du consultant par rapport à la banque, et de rendre explicite que le consultant travaille pour DFS plutôt que pour BTMU.

Selon l'accord, BTMU soumettra des plans écrits pour approbation à DFS pour améliorer les programmes, politiques et procédures de conformité aux sanctions liées au blanchiment d'argent /loi sur le secret bancaire de la société, et pour améliorer la surveillance de la gestion de ces programmes. Sur l'approbation de ces plans par DFS, BTMU commencera à mettre en oeuvre ces changements.

Le Superintendant Lawsby a déclaré : « BTMU a pris une mesure importante aujourd'hui pour traiter ces graves transgressions. Il est essentiel que les sociétés continuent de signaler directement les violations et celles qui le feront ne courent pas le risque de conséquences encore plus graves. »

###

Des informations supplémentaires sont disponibles sur le site www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418